

# LES CAHIERS DE L'HISTOIRE DE LA METALLURGIE

Publication de l'Institut C.G.T. d'Histoire Sociale de la Métallurgie



## 10 ans d'existence de l'IHS, son 1<sup>er</sup> président Bernard Lamirand passe le flambeau à Claude Ven

Pour ne pas écrire une pâle copie de ce que notre secrétaire général Philippe Martinez a prononcé, lors du repas de clôture du 39<sup>ème</sup> congrès, le 7 juillet 2011 à la Bourse Nationale du Travail, je vous livre l'intégralité de son intervention :

«Le premier président de notre Institut CGT d'Histoire Sociale de la Métallurgie a cessé, à sa demande, ses fonctions.

Comme il le rappelle souvent, c'est au contact de notre regretté **Jean Desmaison**, Secrétaire de la Fédération, que lui est venu le goût de notre histoire sociale.

**Jean**, s'était attaché à renouer les liens distendus pendant près de 25 ans entre la FTM et ses anciens dirigeants, les femmes et les hommes qui avaient animé la lutte des métallos des années 30 à la fin des années 80.

Nous avons retrouvé des personnages comme **Cécile et Henri Rol Tanguy**, **Monique Paris**, **Bernard Cagne**, **Georges Marchais**, heureux, eux aussi, de retrouver leur fédération et les militantes et militants de la métallurgie.

Parti trop tôt, il avait l'objectif de créer l'Institut, et il avait travaillé durement et sérieusement sur les 100 ans d'acquis de la FTM. **Jean** ne verra pas son rêve se réaliser. C'est donc **Bernard** qui sera le premier président, assisté par **Hubert Doucet**, le Secrétaire Général.

Tous deux ont occupé les fonctions de Secrétaires Fédéraux dans une période

trouble de la FTM et ont assuré la venue de nouveaux dirigeants et dirigeantes qui redresseront la syndicalisation l'audience et l'unité de la Fédération.

Ils avaient déjà affûté leurs armes syndicales dans la grande bataille de la sidérurgie française mise à mal à partir de l'accord CECA en 1950, avec un point d'orgue en 1979 notamment le 23 mars à Paris.

L'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 avait imposé la nationalisation de la Sidérurgie. Vous connaissez la suite de l'histoire...

**Bernard** vient du Nord, forgé à la dureté de ces bassins industriels qui ont fourni de grands dirigeants syndicaux et politiques au mouvement ouvrier, comme **Gustave Ansart**, **Maurice Thorez**, **Marta Desrumeaux Louis Manguine**, **Albert Maton**, **Arthur Ramette** et bien d'autres.

Il dirige la lutte de demain, en direct avec **Henri Krasuki**, et se fait de nombreux amis dans la lutte, connus et inconnus, car **Bernard** est au premier rang de la création de **Radio Quinquin**, la première radio libre du Nord.

Elevé dans cette région ouvrière martyrisée par une exploitation effrénée des ouvriers métallurgistes et des mineurs de charbon, il a acquis la ténacité

nécessaire au responsable régional de la métallurgie Nord Pas de Calais, et la fierté d'avoir milité aux cotés de résistants respectés de tous.

Vous comprenez donc qu'il prend la mesure de la tâche que représente la construction de l'Institut Fédéral.

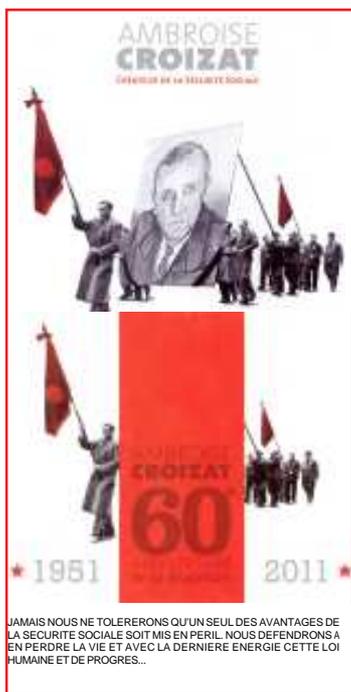
Dès la première assemblée constitutive, toutes ses connaissances et celles d'**Hubert**, largement appuyé par **Jean-Louis Fournier**, Secrétaire Général de la Fédération, donnent de la puissance au lancement.

D'autant que deux Présidents d'Honneur, **Roger Linet** et **Henri Rol Tanguy** ont accepté avec grandes satisfaction de parrainer l'IHS.

Aujourd'hui, toutes et tous les militants connaissent et utilisent l'Institut. Les deux dernières initiatives : le colloque sur la grève au Creusot et l'expo et le livre sur la culture au 39<sup>ème</sup> congrès, livre pour lequel **Bernard** s'est largement investi, en sont la démonstration.

Il reste cependant à l'animation du **Comité d'Honneur** pour la reconnaissance d'**Ambroise Croizat** qui a plusieurs succès à son actif, l'inscription au dictionnaire universel et une place de Paris du nom d'ambroise dans le 14<sup>ème</sup> arrondissement.»

EDITO



N° 36 JUIN 2011

Les Cahiers de l'histoire  
de la Métallurgie

94 rue Jean-Pierre Timbaud  
75011 Paris

Tél. : 01.53.36..86.38.

<http://www.ftm-cgt.fr>

e-mail : [ihs.gas@free.fr](mailto:ihs.gas@free.fr)

Imprimé par nos soins.

### Sommaire

- **EDITO** P. 1
- **Le tour de France** P. 2
- Les dossiers de la métallurgie CGT Métallurgie en région parisienne le GIM Paginés de I à VI**
- **Bernard Cagne** P. 3
- **Louis Renault** P. 4
- **La libération de Paris** P. 5
- **MACIF** P. 6

Maquette et rédaction:

JP Elbaz

L'assemblée générale de notre Institut du 23 juin 2011 a élu son conseil d'administration, une membre du CEF **Laurence Carette** y a rejoint **Michel Ducret** secrétaire de la FTM renforçant le lien déjà fort entre la Fédération et son Institut. **Claude Ven** des métaux de Brest ancien secrétaire fédéral chargé de la politique financière a été élu président à l'unanimité ; dans ses premiers quelques mots, il a affirmé sa volonté de voir l'Institut continuer sa mission et se renforcer.

**Jean-François Caré**

Secrétaire Général de l'IHS CGT Métaux

## ARTISTES ET METALLOS

*Quand l'avenir se dessine à l'atelier*

Les rencontres créatrices entre les ouvriers, les militants syndicaux et le monde de la création, peintres, écrivains, poètes, ont souvent été soulignées par la Fédération CGT des Travailleurs de la Métallurgie. Des périodes ont été plus productives comme le Front Populaire, la libération de Paris en **44**, la fin de la guerre en **45**, ou les grandes grèves comme **1968**.

Aujourd'hui encore des initiatives artistiques et culturelles prises par la CGT et les Comités d'Entreprise sur le lieu du travail sont facteurs d'émancipation du monde populaire et de l'élargissement de son regard sur la société.

Lors du Congrès de la Fédération de la Métallurgie, à Reims en **mai 2011**, les congressistes et les invités ont découvert le livre « **Artistes et Métallos, quand l'avenir se dessine à l'atelier** » et le Catalogue de l'exposition « **Artistes de l'Emancipation** » retraçant en 20 panneaux un siècle d'activité sociale des Métallos en parallèle du parcours de deux peintres du réalisme social, **Jean Amblard et Boris Taslitzky**, nés il y a un siècle.

Cette exposition fait le tour de France. Son prologue s'est déroulé le **17 septembre 2010** à la *Maison des Métallos* en ouverture des *Journées Européennes du Patrimoine*, puis du **9 au 13 mai** à Reims. Du **14 au 23 Juin** au siège de la CGT à Montreuil pour son étape Parisienne ou 580 visiteurs se sont succédés.

Les prochaines étapes prévoient :

- La Haute Savoie à Notre Dame de Briançon fin Aout
- Le Nord au musée de Denain du 15 septembre au 30 Novembre
- La Mairie de la Courneuve à la fin de l'année.



Le stand IHS à Reims.



Jean-François Caré et Alexandre Courban lors du point de presse à Montreuil.



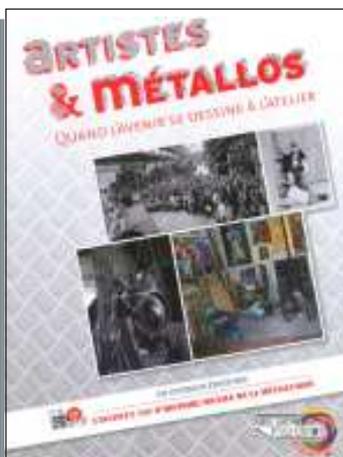
Au palais des Congrès à Reims. Cécile Rol Tanguy et Jaqueline Timbaud au 39e Congrès



L'expo au siège de la CGT



Le catalogue de l'exposition



### Bon de commande du livre ARTISTES ET METALLOS *Quand l'avenir se dessine à l'atelier*

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Nombre de livres : ..... x...15 Euros + frais de port :

**Tout bon de commande doit être accompagné du règlement**  
à retourner à **IHS CGT Métallurgie** 94 rue JP Timbaud 75011 Paris

Tél. **01 53 36 86 38** mail : **lhs.gas@free.fr**

## Métallurgie en région parisienne le GIM,

Avec le concours  
de l'IHS d'Île de France  
et de sa publication

MÉMOIRES

### luttons et coups tordus

Par Bernard Cagne

*Le GIM, (Groupe des Industries de la Métallurgie de la Région Parisienne) est la chambre patronale la plus importante de l'U.I.M.M. Créée en 1920 « en réaction à la révolution russe de 1917, pour lutter contre le bolchevisme », aujourd'hui le GIM compte parmi ses adhérents, Renault, PSA, Dassault, EADS, Areva, Thalès Safran, IBM, etc.*

Son rôle est de travailler à la réglementation des salaires, dans une région qui ne compte plus aujourd'hui que 2 700 entreprises. Il est chargé d'aider ses adhérents, pour ce faire, il disposerait de 65 juristes. Ainsi, en 2007 à l'occasion de la grève chez PSA à Aulnay-sous-Bois, le fonds d'aide aux entreprises aurait accordé 550 000 euros à PSA. Une piste à suivre pour fins limiers : l'aide financière du GIM aux mouvements d'extrême droite qui se sont investis pendant la guerre froide, dans la chasse à nos militants, particulièrement dans les entreprises de l'automobile, question de fidélité à son baptême. Après cette présentation qui n'est pas aussi tendancieuse que cela, ces mauvaises manières ont toujours été au service d'une noble cause: l'entreprise. La stratégie des patrons prendra des habits différents selon les nécessités du moment et tels que nous avons pu les connaître à

partir de notre vécu. L'organisation du travail est la préoccupation majeure des patrons dans toutes entreprises.

Taylor, ingénieur américain, s'est illustré avec le travail sur chaîne. Le taylorisme en vigueur avant 1914 est-il vraiment au musée ? À la même

dans une prison de Miami, condamné pour trahison avec l'Allemagne nazie. Nous aurons encore à souffrir d'autres stratégies qui nous viendront pour la plupart des USA.

### 1936 : grève générale, occupation des usines.



époque, un autre ingénieur américain, Bedaux, ne pas confondre avec le bedeau de sacristie, ce Bedaux-là a été un des précurseurs de l'organisation scientifique du travail avec le chronométrage, est-il vraiment au musée? Bedaux est intervenu comme médiateur dans les coulisses à Matignon en 1936. Avec sa méthode, certains ont vanté la fin du capitalisme. En 1933, les syndicats ont dénoncé cette méthode comme inhumaine et font grève. Bedaux finira ses jours

235 000 métallos de la région parisienne adhèrent à la CGT réunifiée. Sous la pression de la grève générale dans toutes corporations, les accords de Matignon représentent une victoire qui restera celle des premiers congés payés, avec d'importantes augmentations de salaires et la semaine des 40 heures. Après la reprise générale du travail, les métallos réoccupent les entreprises pour soutenir les négociations de leur convention collective, qui remplacera l'ancien contrat

individuel. Cette convention sera longtemps une référence dans tous les bassins d'emploi. Et en 1938, les travailleurs de la branche aéronautique, très organisés, obtiendront une amélioration en matière de classification. Rendons hommage à nos anciens camarades en rappelant ici leur solidarité avec les républicains espagnols. Leur siège syndical du 94 rue d'Angoulême, qui deviendra rue Jean-Pierre Timbaud, sera le lieu de rassemblement pour les volontaires qui formeront des brigades pour l'Espagne sous la responsabilité de Rol-Tanguy, secrétaire du syndicat. 1939, le 23 août, la CGT est dissoute. Paul Raynaud crie d'une voix triomphale sur les ondes: « fini la semaine des 2 dimanches ». Une période très noire va s'ouvrir: la guerre, la débâcle, l'occupation, la résistance, les otages, la déportation. Dans les entreprises, des comités populaires seront organisés pour la défense des revendications et pourront devenir des nids de résistance. Des camarades seront arrêtés au pied de leur machine. De nombreux militants seront tués dans la Résistance ou mourront en déportation. Une

plaque commémorative honore 216 d'entre eux. Après guerre, François Mauriac a eu cette phrase célèbre: « Seule la classe ouvrière est restée fidèle à la patrie profanée ».

Peut-être réquisitionnés par les Allemands, souvent, les patrons collaboreront. La charte du travail interdisait le droit de grève, les corporations devaient rapprocher patrons et ouvriers, l'État fixait les salaires. Tout le monde devait marcher du même pas. On a vu des camarades être arrêtés sur leur lieu de travail.

## 1947: la reconstruction et Force Ouvrière

Avec la victoire sur le nazisme, les patrons vont filer doux pendant deux ans. Les délégués CGT prennent d'autorité les camions des entreprises pour aller chercher des patates dans les campagnes, pour alimenter les cantines. Les cartes de ravitaillement seront en vigueur deux ans encore. Les délégués s'absentent trop souvent des entreprises. Gaston Monmousseau les fustige dans la VO, « les ba be bi bo ». Il y a cependant beaucoup de travail et beaucoup de responsabilités à prendre avec la mise en place des régimes sociaux : Sécurité Sociale, nationalisations,

Comités d'entreprises, Délégués du personnel, ce qui faisait partie du programme du CNR.

Si de 1945 à 1947, les efforts pour la reconstruction du pays ont été fournis avec un grand sens de responsabilité de la part des travailleurs, en 1947 au mois de mai, partout des discussions assez vives portaient sur cette question : est-ce que les patrons ne sont pas aujourd'hui les seuls bénéficiaires de nos efforts ? Des débrayages, des grèves ont lieu à Saint-Denis, La Courneuve, à Billancourt en juin, l'occupation de l'usine Citroën durera 37 jours. En novembre, les grèves prennent une grande ampleur. Les entreprises sont occupées jour et nuit. Je me souviens que chez Hafter-mayer à Montreuil, les camarades avaient de quoi recevoir les forces de police. C'est dire la détermination des travailleurs. Pendant cette grève, ce qui se préparait clandestinement sort au grand jour: une scission de la CGT, d'où sort Force Ouvrière. En fait de « Force », cela se traduira par une reprise du travail ; ce sera un atout dans la stratégie du patronat dans toutes professions. Cette scission a été soutenue et financée par les syndicats américains et notamment par Irwin Brown de l'AFL. Le patronat de la métallurgie, le GIM notamment, a largement usé d'une collusion avec Blanchard, secrétaire du syndicat FO de la métallurgie de la région. Voici quelques faits, pour le moins troublants. Pourquoi Blanchard a-t-il signé, des années durant, des accords, qui

n'apportaient strictement rien, des minima garantis qui ne pouvaient garantir des salaires réels, heureusement plus élevés. Avec une telle attitude, nous assistions à une parodie de négociations. Un syndicat «représentatif» avait «honoré» la négociation de sa signature, la séance était levée. Avec ceci de particulier: la CGC signait lorsqu'il y avait une incidence sur la prime d'ancienneté des «collaborateurs».

À tous les coups, lorsque nous présentions une liste de futurs délégués du personnel dans une entreprise, dans les heures suivantes, comme par hasard une liste FO sortait d'un chapeau. En 1968, nous étions allés en délégation au GIM, pour demander l'ouverture de négociations, M. Ventre, celui qui était affamé et n'avait pas d'oreilles, comme l'avait clamé l'une de nos banderoles. Ce Monsieur nous a informé malicieusement qu'ils venaient d'arroser la légion d'honneur de « votre camarade Blanchard ». M. Ventre était un malin, il nous a dit être d'accord pour négocier le jour même. Nous le quittons et pour contacter FO, le téléphone a été plus rapide que le métro, la CFDT était à la Sorbonne, FO aux

abonnés absents; je crois que M. Ventre s'est moqué de nous. En 1968, il avait d'autres soucis.

## Le retour de l'extrême-droite

Revenons à l'année 1947, car c'est le commencement du Plan Marshall. Aux USA, le Mac Carthysme fait des ravages. Arthur Miller sort un roman retentissant:

«Les Sorcières de Salem». Le gouvernement américain craignait que l'Europe passe dans le camp soviétique. Il partait de l'idée que la misère aidait au développement du communisme et donc en aidant l'économie européenne à se redresser après la guerre, les USA faisaient une bonne affaire: lutter contre le communisme; convertir l'économie de guerre en économie de paix; assortir l'aide financière de la condition d'achat de produits américains; avoir un moyen de pression sur l'orientation politique des pays aidés. Ce fut le plan Marshall.

Dès cette période, des groupes d'extrême-droite constitués avec des étudiants de la faculté d'Assas, jeunes bourgeois, organisaient des coups durs contre le PCF. Mais le patronat du GIM n'était pas en reste,



des barons de cette institution, Simca-Chrysler et bientôt Citroën, auront recours à de vrais truands pour faire de leurs usines des lieux d'exploitation protégés où le taylorisme exigeait ces cadences infernales que nous dénoncions avec force. Henri Rollin, militant chez Simca-Chrysler, dépeindra ces conditions inhumaines et plus tard en 1977, Marcel Caille, dans « Les Truands du patronat », avec l'autorité de la CGT, mettra à nu toutes les ignobles bassesses que les patrons de l'UIMM et du GIM ont couvertes.

## La bataille patronale de la productivité

La scission de 1947 nous avait affaiblis. Nous n'avions plus que 25% de syndiqué(e)s, dans 850 entreprises et 51 syndicats locaux. En



1948, une revendication voit le jour: l'échelle mobile des salaires et une autre, la défense du panier de la ménagère. C'est l'époque où l'ancien Président du Conseil, Félix Guin, se faisait

harceler: « Du pain, Guin ! » ; le drapeau noir flottait sur les marmites. 1948, la grève des mineurs, féroce réprimée, avec l'aide de chiens policiers, a soulevé un courant de solidarité extraordinaire dans tout le pays.

Malgré la scission, il restait encore parmi les travailleurs une grande combativité. Le matin, une des premières occupations des militants était la lecture des deux pages du monde du travail de leur quotidien. Ces pages étaient comme une vue instantanée et rapide du monde d'en bas, celui qui avait commencé sa journée de travail à 6 ou 7 heures. Il n'y avait pas toujours des luttes de grande ampleur, mais des débrayages dans les usines, des grèves tournantes, qui donnaient du fil à retordre aux conseillers juridiques du GIM. Ce fut une époque où les patrons faisaient souvent appel à la police, et parfois armée. J'ai vu les fusils rangés en faisceaux devant la porte de mon entreprise ; il faut dire aussi que les patrons n'avaient pas besoin d'appeler les commissaires de police, ces derniers téléphonaient aux chefs du personnel pour demander la température. Nous étions depuis une dizaine d'années dans « Les Trente Glorieuses », nous n'avions vu que l'envers de la médaille.

En août 1953, quatre millions de grévistes, dans la fameuse nuit du 24 août. FO et CFTC négocieront en cachette. Dans l'entreprise où je travaillais, nous sommes rentrés bredouilles, mais avec 250 s y n d i q u é s supplémentaires, le patron n'allait pas tarder à voir que

nous n'étions plus les mêmes. À partir de cette trahison allait naître la CFDT. Au cours de ces années, une formule officielle ne traînait pas trop dans les ateliers:

« **l'association Capital-Travail** » La CGT se battait pour la paix au Viêt-Nam et la libération d'Henri Martin. Le patronat de la métallurgie s'engageait à fond dans la bataille pour la productivité. Dans certaines entreprises les patrons ont payé des voyages aux USA à des délégués FO, CFTC CGC. Des affiches imprimées aux USA, collées dans les ateliers, vantaient la victoire de la productivité. Les boîtes à idées ne sont pas restées longtemps dans les ateliers ou bureaux, les syndicats avaient dit qu'il ne fallait pas vendre des verges pour se faire fouetter. La publicité nous présentera la « cocotte minute » comme le résultat du travail chronométré, ensuite Moulinex « libérera la femme ». -Les techniques ont progressé- et les cadences de travail aussi. Le patronat avec le concours d'ingénieurs de psychologue recherche toujours les moyens pour obtenir plus de participation des salarié(e)s. Toujours tout est urgent, et il y a encore le plus urgent. Un grand chef avait trouvé une astuce, coller une pastille jaune sur les pièces les plus urgentes, le lendemain toutes les pièces avaient leur pastille jaune:

« **Chef, je commence par laquelle?** ». Fou rire général, il y avait encore des restes de 1936 et 1945.

## Une nouvelle stratégie

En janvier 1954, les Confédérations CGT et CFTC lancent une grève

de 24 heures suivie par 2 600 000 travailleurs et, le 28 avril de la même année, 800 000 métallos feront grève pour l'ouverture de négociations sur les conventions collectives. Le 14 juillet 1954, l'Union des Syndicats des Travailleurs de la Métallurgie de la Seine CGT, après consultation des syndiqués, signe un avenant à la convention, comportant pour la première fois le paiement de quatre jours fériés. Toujours mesquin, le GIM exige une présence au travail le jour précédent et le jour suivant. Chaque année, on se reverrait pour négocier les minima garantis. En fait le patronat avait peur que leurs employé(e)s fassent des ponts au cours de l'année. La vérité est que le patronat a une conception négative de l'être humain et plus précisément de ses employé(e)s. « Ils veulent en faire le moins possible, les congés payés, les jours fériés payés, la semaine de 35 heures, la retraite à 60 ans et quoi encore? »

Aux environs des années 1954-55, nous allons assister à des fusions ou concentrations qui vont demander une nouvelle stratégie que nous pourrions appeler « le donnant-donnant » élaboré en catimini par les fédérations Métallurgie- Pétrole-Textile FO, CFTC et CGC, elles étaient tombées d'accord pour faire des accords séparés. La CGT exclue a dénoncé cette

discrimination et surtout cette main-d'œuvre qui voulait arrêter tout mouvement revendicatif.

En acceptant des revendications alors refusées et en limitant le droit de grève, le patronat espérait en avoir fini avec des grèves puissantes et en rétablissant le chacun pour soi, il remettait en cause le statut unique des métallos de la région capitale. Pour nos syndicats CGT, signer des accords en acceptant des limites à leurs droits fondamentaux posaient de graves questions. Certes, l'accord Renault n'était pas négligeable, il comportait une indemnité pour perte de salaires en cas d'arrêt maladie ou accident, une clause concernant la future retraite complémentaire, 4 % d'augmentation des salaires et ce que le GIM avait refusé

l'année précédente: la troisième semaine de congés payés et le paiement de tous les jours fériés. Après de très larges discussions dans le syndicat et dans toute l'usine, 70% du personnel se sont prononcés pour la signature.

## **CEGOS, direction par objectifs et DATAR**

Cet accord a eu une grande résonance. Chaban-Delmas dans une envolée a proclamé que « le contrat Renault est une date capitale dans l'histoire de France. Il marque dans notre pays la fin de la condition prolétarienne ». Pour les PME, nous avons organisé des rassemblements dans les localités en vue d'obtenir la troisième semaine de congés payés, elle fut obtenue et étendue à toute la profession en 1956. Quand une revendication s'empare des masses, elle devient une force irrésistible. Qui a dit cela? Approximativement c'est au cours des années 1954-56 que les patrons de la métallurgie ont découvert qu'un peu de psychologie ne ferait pas de mal aux petits chefs, qui sont en

première ligne, pour l'organisation du travail. À ces travailleurs pris sur le tas, travailleurs qualifiés, assidus à leur travail, ne faisant jamais grève, le patron va offrir une semaine à la CEGOS où ils apprendront des rudiments pour leur comportement, parler différemment à leurs camarades, le « vous » serait souhaitable, ne plus manger à leur table, prendre une certaine distance et se rapprocher du contremaître, celui que les ouvriers appellent contrecoup, un genre d'amortisseur. La CEGOS, qui organisait en 1954 des stages sur l'art de diriger, lancera en 1968 le concept de DPO, la direction par objectifs. DPO était venue des USA, Peter Drucker préconisait la nécessité de négocier avec le salarié des objectifs qualitatifs ou quantitatifs à atteindre à une échéance donnée. La DPO a été mise en route en premier lieu chez les employés, technicien(ne)s, cadres, ingénieurs. Nous avons commencé à voir des salarié(e)s stressé(e)s parce qu'elles ou ils avaient du mal pour atteindre les objectifs fixés par eux-mêmes. Plus tard la DPO deviendra la DPPO.

En 1963, la DATAR est créée sous le gouvernement Pompidou. L'aménagement du territoire va consister à « déshabiller Pierre pour habiller Paul ». On fait d'alléchantes propositions aux entreprises qui accepteront de déménager en province, dans une ZAC, auprès d'une agglomération où la main-d'œuvre est abondante et bon marché, de plus l'installation sera gratuite,

l'électricité pas chère avec d'autres avantages, etc.

Nous avons eu en mains propres une lettre confidentielle du GIREP, filiale du GIM, cette lettre était adressée aux entreprises de la région. Elle disait ceci: « La Tunisie à deux pas est un véritable Eldorado, les salaires y sont très bas, il n'y a pas d'impôt et vous pouvez rapatrier vos bénéficiaires sans problèmes ».

Des industries entières ont quitté progressivement la région. Exemple : la téléphonie dans le 13<sup>e</sup> arrondissement et surtout le 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Sous Pompidou, on commençait à parler de pôle emploi en Bretagne. Par exemple, avec la téléphonie lentement et progressivement, par pans entiers d'industries, le vide se fera, les effectifs passeront de 750 000 à 300 000 aujourd'hui. La composition de la main-d'œuvre va se modifier. En 1968, les employé(e)s technicien(nes) cadres, ingénieurs étaient majoritaires. Des entreprises ont été délocalisées, absorbées ou vite disparu, les capitaux sont plus volatiles qu'une simple machine à commande numérique.

## **Les truands s'installent**

Pour l'histoire, on n'entendra plus parler de Hotchkiss, Panhard, Unic, Willème, Ford, Salmson, Somua, Rateau, Voisin, Chausson, Thomson, Général Motors, Ericsson, AOIP,





LMT, Farmann, Snecma Boulogne, Kellermann, Snias Courbevoie, bureau d'étude de 700 Ingénieurs, GSP, Cazeneuve, Dufour, Ernaut-Somua, Renault-Billancourt, Citroën Javel, Peugeot-Simca Nanterre, etc. Quelques pages plus haut, j'ai évoqué les actions violentes de ces têtes brûlées, payées par les patrons de l'automobile pour faire une sale besogne, attentatoire à la vie de nos camarades de la CGT. Ceci est monstrueux, ces hommes de main sans honneur ont formé des syndicats bidon, favorisés par les patrons afin de leur donner un semblant d'efficacité. Tout ceci ne doit pas faire oublier une autre manière, plus répandue et particulièrement hypocrite et lâche, ce que nous appelons « la chasse aux militants ». La liste rouge existe toujours, pas d'autre moyen que le faux certificat de

travail, pour tromper celui qui transgresse la Constitution.

Il y a plus méchant et illégal, c'est le blocage du salaire : « Vous êtes embauché P2, toute l'équipe est P1, dix ans plus tard tout le monde est P3 et vous êtes toujours P2 ». Des entreprises viennent d'être condamnées pour ces manières qui s'apparentent à du vol et c'est une atteinte au droit syndical. Vous pouvez avoir les travaux les plus durs, les plus sales, vous avez un dossier qui se remplit à la suite d'une protestation auprès d'un chef, lettre d'avertissement, etc. Cette stratégie de basses œuvres est permanente chez les patrons. Pour eux, la fin justifie toujours les moyens. Ils sont les larbins des actionnaires, la plupart du temps, actionnaires eux-mêmes, ayant la ligne de mire : le taux de rentabilité exigé par l'assemblée des actionnaires.

Dans les nombreuses années qui ont précédé 1968, il est difficile de recenser les nombreux arrêts de travail et manifestations de rue, et dans les années 1966-67, les manifestations de

plusieurs dizaines de milliers, de toutes professions, à répétition, au point que des camarades me disaient :

« Il faut aller plus loin, occuper nos usines ». Le joli mai est arrivé en 1968. On regrette que les rapports avec les étudiants n'aient pas pu avoir lieu, quand on voit la carrière de quelques meneurs de 1968 dans des antichambres de ministres, on est en droit d'affirmer haut et clair que s'il n'y avait pas eu les occupations d'usines, paralysant tout le pays, de 1968 il ne resterait rien.

## 100 millions d'euros en Suisse

Les accords de Grenelle ont réglé quelques problèmes. Retenons-en trois, à commencer par la réduction progressive du temps de travail pour aller à la semaine de 40 heures (les 50 heures par semaine étaient courantes). Ensuite est pris l'engagement du retrait des ordonnances sur la Sécurité Sociale et, ce qui était nouveau et important, la reconnaissance du droit syndical dans l'entreprise. Et puis, en 1968 a pris corps cette idée ; il faut travailler pour vivre et ne pas vivre pour travailler.

Durant cette période, nous avons appris que le GIM et son président Ventre auraient eu peur et caché un magot de 100 millions d'euros en Suisse à Genève, dans une banque privée, la PKB. Ce magot a été retiré 40 ans plus tard, lorsque le juge d'instruction Le Loire s'occupait de l'UIMM et précisément du sieur G. Sauvagnac. Le GIM a craint de plus larges investigations du juge.

Le magot était beaucoup plus gros. Ces gens pleins

de vertu faisaient des faux contrats de formation professionnelle et encaissaient, ils organisaient le pillage de la formation professionnelle. Tous les barons de la métallurgie gros cotisants dans ces organismes pour le moins douteux, sont tous tombés des nues mais sans se faire de mal, quand ils apprirent la chose. À notre connaissance il n'y a pas eu de licenciements. Aux éditions La Découverte est paru le livre noir du patronat (700 pages).

Sur une période d'une quinzaine d'années, nous allons avoir deux importants changements : l'arrivée plus importante des machines à commandes numériques et l'abandon de la machine-outil. L'arrivée brutale des machines à commandes numériques, déjà utilisées dans certaines grandes entreprises, qui avaient leurs propres centres de recherches, cette irruption dans les ateliers est assez révélatrice de la préoccupation première du patronat devant les progrès techniques, son profit avant tout. Un fraiseur P3 très qualifié m'a dit :

« Cagne, je suis foutu, mon savoir est dans la machine ». C'était un homme broyé. J'ai vu des P3 HQ usinant des pièces de moteur d'avion, révoltés, à 40 ans devenir des OS. Leur direction n'avait rien envisagé, même pas la formation d'ouvriers capables de faire l'entretien de ces machines. La vie nous apprend qu'il n'y a rien d'étonnant, quand on



sait comment l'UIMM mettait dans sa poche les fonds destinés à la formation professionnelle.

La destruction de la machine-outil remonte au premier plan, celui de Jean Monnet. Ce dernier avait oublié celle qu'on appelle « *la mère de toutes les machines* ». Elle n'a donc pas bénéficié des crédits d'équipements, qui auraient été si utiles après la guerre.

La RFA, qui avait fort à faire, a reçu de l'aide de la part des USA et rapidement a créé un centre de recherche pour la machine-outil, ce qui a tant fait défaut en France.

Les entreprises de machines-outils ont disparu les unes après les autres et après des mois, voire des années de luttes très fortes. Je revois encore ces camarades qui ont mené des luttes longues et généreuses chez GSP à Courbevoie, Cazeneuve à St Denis, Ernaut-Somua à Pantin,

Dufour à Montreuil, chez Huré, toutes entourées d'une grande solidarité et terminées avec un goût amer.

## **Machine et management**

Les hommes au pouvoir n'ont pas bougé le petit doigt, les capitaux sont partis ailleurs. Aujourd'hui, des barres affreuses d'HLM ont pris la place des usines et abritent des chômeurs. Il y a peu de temps, les patrons disaient qu'il fallait être mobiles. En 1984, pour équiper un atelier du centre de rééducation pour handicapé(e)s adultes Jean-Pierre Timbaud, nous n'avons trouvé sur le marché que du matériel chinois. La DPPO, la direction participative par objectif, a été mise au point par Octave Gélinier, ingénieur des Mines. Président de la Cegos, de cette société qui avait organisé des sessions sur l'art de diriger, et ensuite s'est chargée « d'aider les entreprises, à développer des talents, piloter leurs croissances, optimiser leurs rentabilités ».

La finalité de cette stratégie est claire, les promoteurs insistent sur le terme « participatif ». La participation est toujours recherchée quand le travail fait appel à de l'intelligence. Dans d'autres cas, c'est la machine qui force le rendement avec le salaire comme carotte ou c'est la vitesse de la chaîne qui commande, dans ces cas-là, vous n'êtes qu'un ouvrier forcé d'avancer.

L'objectif de la DPPO permet d'améliorer les méthodes ou les moyens pour obliger le salarié à s'investir davantage dans la réalisation de son travail. En réalité, c'est de le faire coller de plus en plus aux décisions prises au niveau de la direction. Son bras droit, le DRH, va aider dans cette voie. Ce directeur des ressources humaines, va gérer de nombreux domaines, à tous les stades de la vie de celui qui doit être un collaborateur, il va faire du management. Il s'agit de mettre en œuvre les stratégies de l'entreprise. Dès l'embauche, il faut rechercher parmi toutes les

demandes la meilleure pièce du puzzle, celle qui convient parfaitement. Pour ne pas faire d'erreur, la décision sera prise à plusieurs. Il y a inévitablement une amputation de l'homme, ce qui intéresse c'est uniquement l'adhésion fidèle à la ligne de la direction. Il faut éviter les dangers quand on parle de ressources humaines. Il y a des limites à ne pas dépasser. Pourquoi tant de suicides ? Avec Le « *lean manufacturing* » ce nouveau régime minceur, une amélioration, selon le DRH de chez PSA, on arrive au « *burn-out* », des travailleurs fondent en larmes à l'infirmerie parce qu'ils ne parviennent plus à suivre la cadence. Avec la dernière, « *la chasse aux temps morts* », les patrons ne nous laissent même plus le temps de respirer.

Je pense à l'Hydre de Lerne, ce serpent aux têtes qui repoussent sans cesse, cette bête monstrueuse, insatiable, de la mythologie, mais je pense aussi à la lutte actuelle à la Snecma chez Dassault, Thalès, Mercedes, Sagem, Alstom, Riva, Kdi, Corus, etc.

Ne perdons pas confiance notre stratégie restera toujours guidée par la défense des hommes et des femmes.

**Bernard Cagne**

**MÉMOIRES**

N° 17 Juin-Juillet-Août 2011

# Hommage a Bernard Cagne, décédé le 16 mai 2011



Prise de parole de **Lucien Grimault** au nom de la Fédération de la Métallurgie cgt, des métallos parisiens, de nos associations Union Fraternelle des Métallurgistes, de l'association Ambroise Croizat, de l'Institut d'Histoire Sociale de notre fédération, de l'Union Fédérale des Retraités, et aussi au nom de l'Union Régionale d'Ile de France et de son institut d'Histoire Sociale.



Chers(es) François, Guy, Victoria, Gérard, Marie, Yvonne, nièces et neveux de Bernard. A la famille, Mesdames, Messieurs, Chers Amis et Camarades, permettez-moi de vous présenter nos sincères condoléances.

Parler de Bernard, de sa vie très riche en engagements, n'est pas simple.

Bernard a écrit un livre pour relater le choix de sa vie, moi j'évoquerai Bernard d'une manière plus succincte sur les aspects essentiels et marquants de sa vie.

Il est né le 2 septembre 1924 à Dijon en Côte d'Or, issu d'une famille rurale, fils de cheminot et d'une mère sans profession.

Scolarisé chez les frères des écoles chrétiennes, il entre en 1936, avec le désir d'être prêtre, au petit séminaire de Vaux sur Poligny puis en 1943 au grand séminaire de Montciel à Lons-Le-Saunier.

En **juin 1944**, il gagna le maquis pour fuir le STO, fit quelques missions en tant que FFI, puis s'engagea en **octobre 1944** dans la division Leclerc (la 2ème DB). Cet engagement le conforta dans l'idée d'exercer le sacerdoce de plain-pied avec les gens.

Démobilisé le **25 août 1945**, il accepta pendant 2 ans de poursuivre ses études à Montciel avec l'objectif d'obtenir l'autorisation de quitter le diocèse de St Claude pour rejoindre le nouveau séminaire de la Mission de France à Lisieux.

En **juillet 1947**, Bernard quitte Lons-Le-Saunier pour Montreuil Sous-Bois. Son choix était arrêté : travailler comme ouvrier pendant un an, puis achever sa formation de séminariste à Lisieux.

Pendant cette année-là, il fut embauché comme OS, immédiatement syndiqué à la CGT, il découvrit le monde du travail et l'importance d'une véritable formation professionnelle.

Après un an d'apprentissage d'ajustage, au centre Bernard Jugault, il trouva du travail chez Pernin où il resta jusqu'à son licenciement en **septembre 1948** pour activité syndicale.

De 1948 à 1950, après deux ans de séminaire à Lisieux, Bernard fut envoyé dans la paroisse du Sacré-Coeur au Petit-Colombes. C'est là qu'il fut ordonné prêtre le **24 décembre 1950** par Monseigneur Guyot.

Tout en partageant les tâches paroissiales, il fit équipe avec Louis Bouyer et Jean-Dominique Warnier, habitant avec eux une « baraque » qu'ils construisirent non loin du Petit-Nanterre pour vivre la même vie que les ouvriers qu'ils côtoyaient.

Dans cette même période, Bernard milita au *Mouvement de la Paix* et devint rapidement un des secrétaires de la section de Colombes. En **octobre 1951**, il fut embauché à la Société Française de l'oxyde de zinc où il travailla en 3x8 quelques mois.

Bernard voulait travailler dans une grosse usine, il réussit à tromper la vigilance des enquêteurs et entra en **avril 1952** chez SIMCA à Nanterre. Il ne resta pas longtemps « incognito ».

Un mois plus tard, le **28 mai**, il était avec Louis Bouyer arrêté et matraqué au cours d'une manifestation du Mouvement de la Paix à Paris. Tous les deux ayant déposé plainte pour coups et blessures, l'affaire souleva une vive polémique dans la presse. Elle valut à Bernard d'être licencié par la direction de SIMCA, dans le même temps il est proposé à Bernard d'être délégué au congrès fédéral de la métallurgie à Lyon.

Puis **1953**, son embauche chez Rateau à la Courneuve où il y resta jusqu'en **1965** date à laquelle il sort permanent.

Les années 1953, 1954, sont des années difficiles de réflexions, de décisions, d'engagement pour Bernard. Il décide de quitter la paroisse du Sacré-Coeur, de vicaire ouvrier il devint prêtre ouvrier. C'est la période où Rome demanda à tout prêtre ouvrier de quitter son usine ou son chantier.

Bernard choisit de rester à l'usine pour être, comme il le disait : « être fidèle à la classe ouvrière ». Ses camarades de Rateau l'ont aidé à traverser ces moments de déchirement.

Bernard est un camarade de terrain, il sait écouter, rassemble les revendications avec les autres syndiqués et son camarade Pierre Tavernier dans l'atelier montage.

C'est une période où ça bouge et en **août 1953** éclate une grève chez Rateau qui va durer 3 semaines.

Souvent il en parlait, : « nous avons repris le travail sans aucune concession patronale, mais en chantant car nous avions 300 nouveaux syndiqués de plus ».

En **1953**, il est élu secrétaire du syndicat local des métaux de la Courneuve. Et là, je le cite : « Nous conjugions revendications particulières et revendications générales et, tous les 2 ans dans les rues de la Courneuve, ça sentait la poudre, les Rateau retrouvaient les Babcock, les SNIAS, Coyet-Louvet, Satam, la CEM du Bourget ». Il était attaché à la revendication. Il avait une formule qui, je pense, est toujours d'actualité. Je le cite : « La vérité c'est que lorsqu'une revendication s'empare des masses, elle devient une force irrésistible ».

Bernard a eu un engagement permanent, était respecté dans l'organisation, avait une grande confiance des salariés. Et, à ce titre et d'une manière normale, les structures de la CGT lui ont fait confiance et lui ont donné des responsabilités.

En **1954** : Membre du Bureau de l'USTM de la Seine avec Marcel BRAS et aussi secrétaire du syndicat Rateau à la constitution du syndicat d'entreprise.

En **1956** : membre du Bureau de l'USTM de la mécanique, responsable de la main-d'oeuvre immigrée.

En **1965** : il sort permanent

En **1966** : il est élu à la direction fédérale

En **1969** : il est secrétaire de l'USM RP, structure regroupant les 8 USTM

De **1970 à 1979** : il est membre du Bureau Fédéral

De **1974 à 1980** : il est secrétaire général de l'USM Ile de France

En **1974** : année importante, mariage de Bernard et Denise

En **1976** : il adhère au PCF jusqu'en 1984

De **1980 à 1984** : président de l'Union Fraternelle des Métallurgistes, période où il fait construire le centre Jean-Pierre Timbaud à la Porte de Montreuil.

A partir de **1984**, une fois à la retraite, toujours syndiqué, il siège au Conseil National de l'Union Fédérale CGT des Retraités de la métallurgie.

Bernard n'a jamais cessé d'avoir une activité syndicale jusqu'à aujourd'hui, à l'exemple d'un article qu'il venait d'écrire pour le journal de l'Institut d'Histoire Sociale de l'Union Régionale Ile de France.

C'est ce qu'il a mis en pratique. Lors de son départ en retraite des camarades le questionnaient sur ce qu'il allait faire. Il a repris une petite phrase que de ses amis lui avaient dit : « Il ne suffit pas d'ajouter des années à notre vie, il faut surtout donner de la vie à toutes nos années ».

Bernard, nous garderons de toi l'image d'un homme, d'un militant de fort engagement, avec de fortes convictions, toujours disponible, au service du mouvement syndical.

# Louis Renault un collabo!

**Depuis la Libération, et la nationalisation par de Gaulle de l'entreprise Renault, les tentatives pour réhabiliter Louis Renault, arrêté pour collaboration en septembre 1944 et mort la même année en détention à Fresnes, furent régulières. C'est parce que la dernière en date trouve un soudain écho médiatique et le refus d'un droit de réponse la CGT rappelle quelques faits irréfutables, établis par le travail de l'historienne Annie Lacroix-Riz.**

## « Ce n'est pas aux juges de dire l'histoire »

**Annie Lacroix-Riz:** professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université Paris VII Denis Diderot. Camions, tanks, moteurs d'avion, avions, bombes incendiaires, canons antichars, roulements à billes, etc., toutes les pièces possibles de l'armement allemand furent construites par Renault pour le Reich. Pour oser réduire la production de guerre à celle des tanks ou pour prétendre que Renault (comme le reste de l'industrie française) avait, en 1940, subi la torture des « réquisitions » allemandes, il faut avoir, au fil des décennies, travesti le sens des archives, d'origine française et allemande, qui accablaient les fournisseurs français de la Wehrmacht, ou il faut s'être dispensé de dépouiller les montagnes d'archives consultables. Tout servit à la guerre contre l'Est, qui, mentionnons-le au-delà de l'objet réduit de cette mise au point, provoqua l'enthousiasme des classes dirigeantes françaises, à l'avant-garde depuis 1918 dans la croisade contre les bolcheviques. Les dossiers de Louis Renault dans la somptueuse demeure de l'avenue Foch ont pu disparaître, il reste pourtant trace de cette durable passion: les pièces françaises détruites sont parfois compensées par des sources allemandes. Peut-être Renault, que ses biographes nous décrivent mourant ou gâteux depuis 1938, fut-il moins intensément associé au collaborationnisme mondain que ses proches collaborateurs, Lehideux et Peyrecave. Le mourant présumé participa néanmoins, comme sa garde rapprochée, aux mondanités de l'hôtel Ritz en septembre 1941.

Les représentants de la justice d'aujourd'hui doivent admettre qu'ils ne sont pas habilités à dire ou décréter l'histoire, ni à interdire aux historiens de la faire et aux associations de résistance de la diffuser.

Ce qui s'impose n'est pas la réhabilitation d'un Louis Renault qui n'aurait pas « fabriqué de chars pour la Wehrmacht », c'est seulement le retour aux règles méthodologiques de la recherche historique indépendante et la mise à l'écart de la justice et du par-ement d'une sphère d'intervention qui n'est pas la leur.

Faut-il réhabiliter Renault parce que tous ses pairs ou presque se virent épargner le châtiement non pas de la seule « collaboration avec l'ennemi », mais aussi d'« intelligence avec l'ennemi » ou de « haute trahison »? Quand furent transférées en masse à Paris, à la Libération, les copies de la correspondance entre le ministère allemand des Affaires étrangères et ses services en France, ces milliers de pièces complétèrent une instruction française déjà explicite et balayèrent définitivement les « mémoires de défense » et témoignages à décharge, et aggravèrent tous les cas concernés.



Hermann Göring, Adolf Hitler et Louis Renault au Salon de l'automobile de Berlin, en 1937

## 60 ans de tentatives avortées

Il n'existe pas de rue Louis Renault à Boulogne-Billancourt, pourtant siège historique de la marque. Pas plus qu'il n'y a de portrait au siège social. La raison en est simple, à chaque tentative, la FTM CGT s'est opposée à toute réhabilitation posthume, et a fourni dans une brochure, en 1995, lors du cinquantième anniversaire de la Régie Nationale était prétexte à une énième réhabilitation pour faire admettre la privatisation programé par le Gouvernement Juppé, chiffres, documents et photos.

Elle entend veiller à ce que avec le futur Comité d'histoire de Renault, la vérité soit respectée.



## La réhabilitation de Louis Renault, c'est bon pour les patrons!

Ce serait assurer le triomphe du Medef, au nom duquel Denis Kessler a exigé le 4 octobre 2007 dans *Challenges* la mort du « compromis social » de l'après-Libération: « Le modèle social français est le pur produit du Conseil national de la Résistance [...] Il est grand temps de réformer, et le gouvernement s'y emploie [...] La liste des réformes? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception [...] Il s'agit aujourd'hui de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance. ». Annie Lacroix-Riz sur <http://blogs.mediapart.fr/edition/article/040711/de-la-rehabilitation-de-louis-renault-lindemnisation-de-ses-heritiers>.

## Adhésions et Cotisation annuelle



Syndicat - UL - USTM - CCM - 82 €

moins de 50 adhérents 22 €

CGT Individuel : 22 €

Organisme - Association - Bibliothèque : 82 €

Rédiger le chèque à l'ordre de :

"Institut CGT d'Histoire sociale de la métallurgie"

A renvoyer à Institut CGT d'Histoire Sociale de la Métallurgie à l'attention de zaboua  
94 rue Jean-Pierre Timbaud 75011 Paris

Cette adhésion inclut "Les Cahiers de l'histoire de la Métallurgie"



## **Pour la première fois, le rôle du peuple de Paris est au centre de la cérémonie de la libération de Paris. Cette initiative s'inscrit dans le prolongement de la réactivation du Comité Parisien de libération**

Dans le cadre des cérémonies du 25 août, date anniversaire de la Libération de Paris, la Ville de Paris lance cette année un appel au prêt en vue de recueillir des documents relatifs à la Libération de Paris. Cet appel concerne toutes les générations et tous les témoins potentiels de cette période. La Ville de Paris et les historiens associés à cette démarche espèrent faire émerger des documents encore inédits, ou rarement vus : manuscrits, photos, éventuellement films.

Le Mémorial du Maréchal Leclerc - Musée Jean Moulin accueille les personnes désireuses de confier leurs documents à la Ville de Paris. Sur place, un comité d'expert placé sous l'égide de **Christine Levisse-Touzé, directrice du Mémorial**, procédera à l'examen attentif des documents.

Ce comité rassemble les équipes du Mémorial du Maréchal Leclerc – Musée Jean Moulin, du Musée de l'Ordre de la Libération, du musée de la Résistance Nationale de Champigny et du Comité d'Histoire de la Ville de Paris (CHVP).

Les plus pertinents de ces documents inédits ont vocation à figurer dans le spectacle qui sera donné le 25 août 2011, sur le thème : **Le Peuple de Paris dans la résistance à l'occupant nazi.**

« Nous espérons mobiliser les Parisiens afin qu'ils fassent ce travail de recherche dans leurs archives personnelles, qu'ils soient impliqués au

*maximum dans l'évocation historique de ce moment important et que les objets recueillis nous parlent des Parisiens eux-mêmes et de ce qu'ils ont vécu dans ces moments difficiles »,* détaille Catherine Vieu-Charier, adjointe au maire chargée de la mémoire et du monde combattant.

### **Qui est l'association du Comité Parisien de libération ?**

Créée en 1946 pour : « *maintenir groupées en tous lieux les organisations de la Résistance unies jusqu'à ce jour au sein du C.P.L. en vue de coordonner leur participation à l'achèvement de l'épuration, à l'œuvre de reconstruction et de renaissance de la France, par la mise en application intégrale de la charte de la Résistance, dite « programme du C.N.R. », à l'édification d'une paix juste et durable dans la sécurité internationale, et enfin de défendre les intérêts moraux et matériels des personnes des deux sexes ayant participé à un titre quelconque à l'œuvre de libération du territoire pour la Renaissance Française.* », L'association du Comité Parisien de la Libération a été, jusqu'en 1994, un des acteurs de la mémoire de la libération de Paris, par des hommages rendus aux combattants et aux victimes de la guerre et de la répression, mais aussi par l'organisation des manifestations de commémorations, en collaboration notamment avec les anciens de la Deuxième DB.

Après être tombée en sommeil, cette association a été relancée en 2009 par tous les acteurs de la mémoire de la Résistance à Paris et en région parisienne. Soutenue par le maire de Paris et la région Île-de-France, l'association du Comité Parisien de la Libération s'est fixée de nouveaux objectifs : aider les historiens travaillant sur l'histoire de la Résistance parisienne et de la Libération de Paris, ainsi que sur la période de la reconstruction dans le département de la Seine.

Le CPL ainsi recentré sur l'appui à la recherche et la diffusion de celle-ci est accompagné dans sa tâche par des partenaires scientifiques tels que Le Musée de la Résistance nationale, le Mémorial

Leclerc – Musée Jean Moulin et de la Libération de Paris, le Musée de l'Ordre de la Libération, et c'est sous l'égide d'André Carrel, vice-président du Comité parisien de la Libération clandestin et président du Musée de la Résistance Nationale, que cette association a été remise en action.

Aujourd'hui, le Comité Parisien de la Libération se concentre sur ces missions d'accompagnement, en soutenant des recherches universitaires, et en diffusant les résultats, mais aussi en invitant tous les témoins et leurs familles qui ont vécu le Seconde Guerre mondiale à Paris et dans la Seine à se faire connaître, pour que leurs témoignages et les archives encore privées puissent être utilisés par les chercheurs.





Engagée depuis plusieurs années dans une démarche  
qualité très exigeante,

**LA MACIF DEVIENT LE 1<sup>ER</sup> ASSUREUR  
À OBTENIR UNE CERTIFICATION  
DE SERVICE EN ASSURANCE DOMMAGES  
DÉLIVRÉE PAR AFNOR CERTIFICATION**



Cette certification repose sur 23 engagements  
dont la maîtrise est audité chaque année.  
**Découvrez ces 23 engagements sur [macif.fr](http://macif.fr)**

**MACIF, LA SOLIDARITÉ EST UNE FORCE.**